Ils devaient même citer les autorités sur lesquelles ils s'appuyaient pour démontrer qu'ils reproduisaient exactement le droit existant. (20 Vict., ch. 43, sec. 6). L'intention du législateur est bien formellement indiquée dans ce statut. Or, la loi en force, à l'époque de la codification, c'était l'ancien droit français, la Coutume de Paris, les ordonnances enregistrées au Conseil Supérieur, etc., avec les modifications que nos lois locales leur avaient fait subir. Les rédacteurs du Code Napoléon, au contraire, n'étaient pas resserrés dans des limites étroites comme celles des commissaires canadiens, ils avaient leurs coudées franches, les mains libres; ils étaient chargés d'élaborer un Code. Ils avaient donc le droit de faire table rase et main basse partout et sur tout l'ancien droit. Nos commissaires n'avaient d'autre mission que celle de le reproduire et d'en suggérer distinctement et séparément, avec les raisons à l'appui, des amendements désirables. Leur travail était plus de compilation que de rédaction. On ne peut donc pas dire relativement à notre Code civil, comme les commentateurs le prétendent sur le Code Napoléon, que le nouveau droit a changé l'ancien dans l'ordre suivant lequel la dette alimentaire doit être acquittée. Loin de là, le silence de notre Code civil indique que le législateur, n'a pas voulu déroger à l'ancien droit.

La nature de la dette alimentaire n'avait rien de douteux dans l'ancien droit, Pothier, Bourjon, etc., la proclament *solidaire*. Sous l'empire du droit nouveau, la question a été vivement discutée. Les décisions sont nombreuses; elles ont varié en doctrine comme en jurisprudence.

“Certains auteurs proclament la dette alimentaire *indivisible* et *solidaire*; c'était autrefois l'opinion la plus accréditée. D'autres ne lui reconnaissent que le caractère de l'indivisibilité; il en est, au contraire, qui la déclarent non *solidaire* et *essentiellement divisible*.